

Ali EMINOV, *Turkish and other Muslim Minorities in Bulgaria*, Londres, Hurst and Co, 1997 et Valéri STOIANOV, *Turskoto nacelenie vov Bulgariâ mezdu polûcite na etniceskata politika*, Sofia, Lik, 1998

Nadège RAGARU

---



**Édition électronique**

URL : <http://cemoti.revues.org/636>  
ISSN : 1777-5396

**Éditeur**

AFEMOTI

**Édition imprimée**

Date de publication : 1 juin 1998  
ISSN : 0764-9878

**Référence électronique**

Nadège RAGARU, « Ali EMINOV, *Turkish and other Muslim Minorities in Bulgaria*, Londres, Hurst and Co, 1997 et Valéri STOIANOV, *Turskoto nacelenie vov Bulgariâ mezdu polûcite na etniceskata politika*, Sofia, Lik, 1998 », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* [En ligne], 26 | 1998, mis en ligne le , consulté le 05 novembre 2016. URL : <http://cemoti.revues.org/636>

---

Ce document a été généré automatiquement le 5 novembre 2016.

Tous droits réservés

---

Ali EMINOV, *Turkish and other Muslim Minorities in Bulgaria*, Londres, Hurst and Co, 1997 et Valéri STOIANOV, *Turskoto nacelenie vov Bulgariâ mezdu polûcite na etniceskata politika*, Sofia, Lik, 1998

Nadège RAGARU

---

En décembre 1984, le régime communiste bulgare lançait une campagne de changement forcé des noms de la minorité turque qui devait lui valoir l'opprobre de la communauté internationale et précipiter sa délégitimation domestique. Selon la version officielle défendue par les autorités bulgares, il n'y avait pas de Turcs en Bulgarie, mais seulement des Bulgares islamisés et turcisés à l'époque ottomane, qui avaient exprimé le désir de renouer avec leurs racines et connaissaient un processus volontaire de "renaissance nationale". L'obligation faite à plus de 800 000 Turcs d'abandonner leurs patronymes au profit de noms slavisés s'inscrivait, de fait, dans une politique d'assimilation brutale visant à éradiquer les "stigmates" d'une présence turque en Bulgarie - depuis la religion jusqu'à la langue, en passant par les habitudes vestimentaires, les pratiques funéraires et autres coutumes distinctives. L'opération, menée tanks à l'appui, devait faire plusieurs dizaines de morts et conduire des centaines de Turcs récalcitrants dans les camps d'internement bulgares. Elle allait également entraîner la maturation d'un mouvement de contestation à l'origine des manifestations du printemps 1989 dans les régions à population mixte. Pris de court, le Parti communiste s'enfermait alors dans une logique répressive et précipitait le renversement du dictateur bulgare, Todor Jivkov (10 novembre 1989).

Il n'est pas certain que l'on soit parvenu, à ce jour, à prendre la pleine mesure des répercussions de la politique des années 1980 sur les constructions identitaires des

musulmans, leur rapport au religieux ou encore leur insertion dans la société bulgare. Jusqu'alors avait prévalu, en dépit de la persistance de forts stéréotypes anti-turcs dans un pays soumis à cinq siècles de domination ottomane, un modèle de coexistence pacifique, qui s'est retrouvé sérieusement ébranlé par la campagne de bulgarisation forcée. De façon assez remarquable, toutefois, la chute du communisme a donné une formidable impulsion à la recherche sur les questions ethniques en Bulgarie, en partie parce que le contexte explosif prévalant au moment de la restitution des droits des Turcs (fin décembre 1989) imposait de réfléchir à une solution pour désamorcer des tensions interethniques susceptibles de déboucher sur des affrontements intercommunautaires violents; en partie aussi, parce qu'il convenait d'exorciser le souvenir d'événements perçus par une frange de l'élite bulgare comme une honte nationale; sans doute, enfin, parce que l'intérêt pour les "problèmes ethniques" suscité en Occident par le déclenchement de la guerre en Yougoslavie offrait des perspectives de financement sans précédent.

En la matière, on ne saurait surestimer le rôle joué par l'équipe de conseillers aux affaires ethniques dont le premier Président démocratiquement élu, Jeliou Jeleu (1990-1996), a su s'entourer. En 1992, l'un d'entre eux, Antonina Jeliaskova (historienne ottomaniste) créait son propre centre, l'*International Centre for Minority Studies and Intercultural Relations* (IMIR), lequel constitue désormais l'un des piliers de la recherche bulgare sur les minorités religieuses et ethniques. Depuis quelques années, A. Jeliaskova s'emploie à promouvoir une réévaluation de l'historiographie traditionnelle en favorisant la promotion d'une nouvelle génération de chercheurs non obérée par l'héritage idéologique du régime passé. On lui doit notamment la publication d'une série d'ouvrages consacrés aux communautés musulmanes des Balkans, tels *Les communautés musulmanes des Balkans et de Bulgarie*<sup>1</sup>, *La culture musulmane sur les terres bulgares*<sup>2</sup> ou encore *Entre adaptation et nostalgie. Les Bulgares turcs en Turquie*.<sup>3</sup>

Pourtant, jusqu'à ce jour aucun historien bulgare ne s'était attaché à proposer une lecture compréhensive de l'histoire des Turcs de Bulgarie. C'est désormais chose faite avec la publication, au printemps dernier, de l'ouvrage de Valéry Stoïanov, un historien médiéviste pré-ottomaniste, parrainé par l'IMIR et l'*Open society (Turkoto nacelenie v"v B"lgariâ mezdu polûcite na etniceskata politika*, Sofia, Lik, 1998). Cette recherche, dont l'auteur explique qu'elle a été motivée par le souci de "différencier l'intelligentsia académique bulgare dans son ensemble de l'aventure des classes dirigeantes [n.r. le "processus de renaissance"]"<sup>4</sup>, fait en quelque sorte pendant à l'ouvrage du Turc bulgare émigré, Ali Eminov, paru quelques mois plus tôt en Grande-Bretagne sous le titre *Turkish and Other Muslim Minorities in Bulgaria* (Londres, Hurst and Co., 1997). Mettre en regard ces deux travaux constitue un exercice d'autant plus stimulant que tous deux jettent des éclairages à la fois contradictoires et complémentaires sur la situation de populations turques et musulmanes de Bulgarie.

Leur focus, tout d'abord, diffère sensiblement. Là où le premier se concentre sur la minorité turque, le second préfère interroger la notion d'islam, ce qui le conduit à élargir son investigation aux Bulgares de confession musulmane (généralement connus sous le nom de Pomaks) et aux Tsiganes musulmans. Ces différences trouvent leur prolongement dans les accents historiques choisis par chacun des auteurs. La démarche suivie par Valéry Stoïanov est chronologique. Son livre est divisé en quatre parties, la première couvre la période pré-ottomane et vient alimenter le débat sur les origines des "Prabulgares" ainsi que leur rapport à la turcité (au sens de *Turkic* et non de *Turkish*); la seconde commence en 1878 et nous conduit jusqu'à la fin de la deuxième Guerre

mondiale; la politique conduite par les autorités communistes après 1944 fournit le cœur d'une troisième partie qui débouche, dans un quatrième chapitre très détaillé, sur une analyse du "processus de renaissance". En dépit de cette perspective diachronique, V. Stoïanov fait subir à l'histoire de surprenants réaménagements. Ainsi, la place privilégiée accordée aux mouvements migratoires et processus de métissage culturel du Moyen-Age bulgare va-t-elle de pair avec une éision de la période ottomane, dont les cinq siècles sont résumés en cinq pages...comme si, ainsi que tend souvent à le suggérer l'historiographie bulgare, ces cinq cents ans avaient été période d'histoire "froide". On regrettera, par exemple, le manque d'attention porté à la transformation de la composition ethnico-religieuse des Balkans pendant la domination ottomane. Par-delà les polémiques relatives aux conversions à l'islam d'une frange de la population autochtone, on aurait pu souhaiter une étude des conditions d'acclimatation progressive de l'islam en Bulgarie à la faveur de syncrétismes et d'emprunts aussi bien pré-orthodoxes que shamanistes. Il semble, en outre, difficile de rendre compte du poids particulier de la religion dans les constructions identitaires "nationales" balkaniques de la fin du dix-neuvième siècle, ou encore du statut socio-politique des Turcs de Bulgarie après 1878, si l'on fait l'économie d'un retour sur ces cinq siècles ottomans.

Bien qu'Ali Eminov ait opté pour une approche thématique, qui s'ouvre sur une analyse du nationalisme bulgare (chapitre 1), avant de proposer une réflexion sur le statut des musulmans de Bulgarie (chapitre 2), les principales minorités islamiques (chapitre 3), l'éducation des turcophones (chapitre 4), les effets linguistiques de la politique communiste des nationalités (chapitre 5) et les développements de l'après-1989 (chapitre 6), il porte sur la période ottomane un regard informé, sensible au problème de l'islamisation des Balkans. S'appuyant sur les travaux d'historiens occidentaux (Kiel, Goodwin, Jelavich, entre autres), bulgares (A. Jeliaskova, V. Muftavchieva), grecs (Vryonis, Spridonakis) et turcs (Inalcik), il voit dans les conversions un processus plus long, complexe et moins brutal que n'ont longtemps voulu l'admettre les historiographies balkaniques. "Les conversions à l'islam étaient les bienvenues, mais n'étaient pas activement recherchées par les Ottomans, en particulier les conversions de masse, affirme-t-il, parce qu'une partie importante du budget ottoman dépendait de la capitation (*cizye*) collectée chez les sujets non-musulmans de l'Empire" (p.37)<sup>5</sup>. L'adoption de la foi dominante aurait plutôt été le produit de stratégies individuelles de préservation d'un statut social acquis avant l'invasion ottomane (cas du ralliement d'une partie des anciennes élites balkaniques, "ex-responsables gouvernementaux, chefs tribaux, propriétaires terriens, artisans et marchands", p.41) ou de recherche d'une mobilité sociale ascendante (en particulier, d'"avantages matériels, politiques-légaux et sociaux", p.38).

S'il reprend à son compte l'idée selon laquelle "quelques conversions à grande échelle ont eu lieu dans les années 1660 et au début du XVIII<sup>ème</sup> siècle dans la région montagneuse des Rhodopes au sud-est de la Bulgarie" (p.44), le propos est immédiatement relativisé. En Bulgarie, la thèse de la conversion forcée s'est en effet longtemps appuyée sur l'existence de chroniques supposément rédigées au XVII<sup>ème</sup> siècle par des témoins relatant les violences et massacres ayant accompagné les conversions de masse. Or, si l'on en croit les recherches conduites par Antonina Jeliaskova (auxquelles A. Eminov se réfère abondamment), les textes les plus souvent cités seraient apocryphes, l'un d'entre eux datant du début du XIX<sup>ème</sup> siècle et les deux autres de la fin du siècle. La "redécouverte" de ces écrits anciens au moment de la lutte pour l'indépendance aurait en fait participé d'une entreprise de légitimation du nouvel idéal national (p.37). Le bilan de l'ère

ottomane proposé par Ali Eminov se veut balancé : "La période ottomane en Bulgarie n'a pas été un âge d'or de tolérance et d'égalité, loin de là. Toutefois, elle n'est pas non plus une période sombre longue de plusieurs siècles de cruauté ininterrompue envers les Bulgares. La politique ottomane envers les sujets non-musulmans et leurs institutions dans l'Empire, analysée dans le contexte plus large de l'histoire européenne, supporte favorablement la comparaison avec la politique des Etats ouest-européens envers leurs minorités à la même époque" (p.47).

Les découpages historiques opérés par les deux auteurs sont loin d'être anodins. Lorsque Valéri Stoïanov nous entraîne dans une longue (et controversée) digression sur les "pra-Bulgares", lorsqu'Ali Eminov se concentre sur les cinq cents ans de domination ottomane, c'est en fait toute la question des origines des populations turques de Bulgarie qui se trouve posée en filigrane. En valorisant l'importance de mouvements migratoires qui ont vu l'installation en Bulgarie de paysans et autres colons d'Asie mineure dans le sillage de l'appareil militaro-administratif ottoman, A. Eminov exclut la possibilité que les Turcs de Bulgarie puissent être des Bulgares "turcisés" et fait pièce aux théories répandues dans la Bulgarie communiste des années quatre-vingt. V. Stoïanov, en revanche, souligne l'hétérogénéité de populations "turques" dont certains descendraient de "pra-Bulgares" turcisés et islamisés. "Sans aucun doute, écrit-il à ce propos, une partie significative (mais non clairement déterminée) des Bulgares turcs d'aujourd'hui sont les descendants d'une population locale balkanique islamisée". Les familles de ces nouveaux convertis auraient "progressivement perdu les marques distinctives de leur appartenance ethnique passée et après quelques générations auraient difficilement pu être distinguées des véritables Turcs-musulmans" (p.21).

A l'arrière-plan, les auteurs nous offrent deux interprétations radicalement contrastées des politiques nationales mises en oeuvre depuis 1878. Parmi les questions autour desquelles s'organise le débat, on relèvera les suivantes : dans quelle mesure la gestion des minorités par les dirigeants communistes prolonge-t-elle celle de leurs prédécesseurs "bourgeois"? En d'autres termes, peut-on parler de l'existence d'une entreprise historique de consolidation de la nation bulgare sur la base d'une définition "ethnique" supposant l'éradication, progressive ou forcée, des différences culturelles et religieuses faisant obstacle à l'homogénéité requise? La thèse inverse reviendrait à reconnaître au modèle communiste une essence qualitativement différente et à considérer que l'approche stalinienne de la nation, imposée dans les années 1940-1950, s'est retrouvée ultérieurement éclipsée au profit d'un nationalisme de facture plus traditionnelle. C'est à la lumière de cette interrogation fondamentale que la rupture entre l'avant-1956 (caractérisé par un encouragement à la culture et à la langue turques) et l'après-1956 (marqué par la progressive restriction des droits des Turcs et musulmans de Bulgarie) prend tout son sens : le changement a-t-il été de méthode ou d'objectif? Motivé par le contexte international (Moscou...) ou domestique? A chacune de ces questions, V. Stoïanov et A. Eminov apportent des réponses partielles, mais néanmoins stimulantes. Commençons par relever les points d'accord entre leurs ouvrages. Ceux-ci concernent prioritairement la périodisation de l'après-1944. En Bulgarie, l'avènement du communisme se traduit par un désir d'amélioration du sort de la minorité turque, un peu au nom de l'internationalisme socialiste, un peu pour rallier une population compacte potentiellement rétive aux changements, un peu, enfin, parce que l'Union soviétique, espérant convaincre les confins turcophones de son empire de reprendre le flambeau de la révolution, souhaite faire de la Bulgarie une vitrine pour le Proche-Orient convoité. Comme Lénine en 1917, les dirigeants bulgares dénoncent la politique réactionnaire de

gouvernements bourgeois dont le principal souci entre-deux-guerres (à l'exception de la brève parenthèse agrarienne de 1919 à 1923) était de prévenir la contagion "kémaliste" depuis la Turquie voisine, en apportant un soutien aux éléments conservateurs de la hiérarchie religieuse et en maintenant les musulmans de Bulgarie dans une situation de semi-marginalité socio-économique<sup>6</sup>. Désormais, l'accent est mis sur la modernisation du système éducatif, l'épanouissement culturel des Turcs et la création d'une élite laïque ayant vocation à propager, au sein de la population musulmane, les idéaux socialistes. La nouvelle expression minoritaire se voit toutefois sommée de présenter un contenu conforme aux exigences d'un régime internationaliste, athée et avide de modernisation économique. L'adoption de mesures de défense des droits culturels de la minorité turque va ainsi de pair avec une offensive contre une religion musulmane jugée comptable de l'"arriération" des musulmans de Bulgarie<sup>7</sup>.

Dans ce contexte, les changements introduits après 1944 ne pouvaient manquer d'avoir des répercussions ambivalentes sur la situation des Turcs de Bulgarie. La nationalisation des établissements scolaires musulmans en 1948 fournit à cet égard une illustration exemplaire. Par le passé, ceux-ci jouissaient d'un statut privé, qui avait pour contrepartie des problèmes de financement chroniques. Les conditions d'hygiène y étaient souvent déplorables et la formation du personnel enseignant insuffisante. Placées sous la responsabilité de leaders religieux locaux, les écoles islamiques préparaient mal les jeunes musulmans à s'insérer professionnellement dans la société bulgare. Dans le temps même où elle favorise un enseignement standardisé, la nationalisation entraîne cependant une réduction de l'autonomie de la communauté musulmane, qui sera vivement ressentie. Ainsi que l'explique V. Stoïanov, "d'un côté, les processus de transformation de la société ont conduit à des changements positifs dans la sphère sociale et des moeurs [*bitova*], à un respect culturel, politique plus grand de la population turque et à une amélioration de son statut social. De l'autre, cependant, ces mêmes facteurs sont entrés en contradiction avec sa structure sociale traditionnelle et sa mentalité" (p.102).

La première rupture intervient au début des années 1950 et trahit les contradictions inhérentes à l'entreprise socialiste. Le passage sous contrôle étatique des institutions musulmanes (*vakifs*, mosquées...) conjugué au déploiement d'une intensive propagande athéiste alimentent un sourd mécontentement au sein de la communauté turque. Si le régime communiste offre des chances de promotion sociale sans précédent à une modeste fraction de la population musulmane, les paysans, qui représentent une majorité des musulmans de Bulgarie, voient leur existence communautaire bouleversée par la collectivisation et les déplacements de population organisés dans les zones frontalières au début de la décennie. Désireux d'accélérer la nationalisation des terres<sup>8</sup>, inquiétés par le durcissement de la Guerre froide et le renforcement de l'antagonisme avec la Turquie<sup>9</sup>, les dirigeants communistes décident d'apporter une solution radicale à la question "turque". En 1950-1951, le Parti communiste - puisant à l'occasion dans une registre d'action traditionnel à l'époque "bourgeoise", l'émigration - provoque le départ forcé d'environ 150 000 Turcs bulgares (155 000 selon A. Eminov, p.83) en direction de la Turquie.

Le début des années 1950 apparaît ainsi comme une phase de transition. Si la soviétisation de la Bulgarie se renforce, en matière de politique nationale les autorités bulgares profitent du décès de Staline pour prendre leurs distances par rapport au modèle soviétique de gestion des minorités. A la population turque demeurée dans le pays est proposée une intégration renforcée à la "société socialiste" en voie d'élaboration, avec le lancement d'une campagne de recrutement de Turcs par le Parti communiste (décision du

comité central du 26 avril 1951, Stoïanov, p.115). Dans le même temps, le modèle fédéral est abandonné au profit d'un nouvel idéal "mononational" (Stoïanov, p.118). Soulignons au passage que ce dernier ne contrevient pas fondamentalement aux prescriptions d'une Union soviétique qui, sous Khrouchtchev, valorisera le rapprochement entre nationalités comme partie intégrante de la construction socialiste.

Le tournant est officiellement pris en 1956, lors du Plénum d'avril où Todor Jivkov consolide son emprise sur le Parti<sup>10</sup>. Dorénavant la Bulgarie défendra l'idée selon laquelle les musulmans constituent une "partie constitutive non dissociable du peuple bulgare", qui se doit de contribuer à l'élaboration d'une "nation socialiste" (Stoïanov, p.126). Et ce, au nom de siècles d'existence commune. Au prix d'une nouvelle relecture de l'histoire, Bulgares et turcs sont désormais dotés d'une même destinée en tant que victimes à part égale de l'exploitation bourgeoise et...ottomane. Comment expliquer un tel revirement? D'après Ali Eminov, les raisons en seraient à rechercher dans les effets pervers de la politique d'encouragement à la culture turque conduite précédemment. Loin de permettre un effacement des différences entre Bulgares et Turcs, celle-ci aurait en effet semé les germes d'une prise de conscience "ethnique" turque et favorisé une "turcisation" des musulmans non turcophones (Pomaks, Tsiganes musulmans et Tatars) qui inquiètent le gouvernement bulgare (p.5).

Concrètement, 1956 met un terme à la politique de "développement culturel séparé" suivie après 1944. S'enclenche alors une logique dont la campagne de bulgarisation de 1984 constituera le point d'aboutissement logique. Les marqueurs d'identité sont visés les uns après les autres. Première cible des autorités bulgares, la religion. L'intensification de la propagande athéiste s'accompagne d'une réduction drastique du nombre des imams (dont le nombre chute de 2393 en 1956 à 426 en 1961, Stoïanov, p.131). La langue, ensuite. A partir de 1958/1959, les écoles turques et bulgares sont fusionnées et l'accent placé sur l'apprentissage du bulgare. Les autorités communistes vont jusqu'à mettre les grammairiens à contribution pour "enrichir" la langue turque de termes slaves (A. Eminov, chapitre 5). Au même moment, plusieurs journaux régionaux turcs sont fermés. La deuxième vague de collectivisation des terres, qui place dans le giron coopératif près de 90% de la population turque fin 1958, garantit par ailleurs à l'Etat un contrôle sans précédent sur les musulmans de Bulgarie (Stoïanov, p.129). Enfin, en vue de contrer l'identification turque chez les Bulgares musulmans, une première tentative de changement forcé des noms pomaks est organisée en 1962 dans les Rhodopes de l'ouest<sup>11</sup>. Devant la virulence des protestations, les autorités doivent certes battre en retraite. Leurs convictions restent, quant à elles, inébranlées.

Dans cette escalade répressive, un nouveau seuil est franchi à la fin des années 1960. La Constitution adoptée en 1971 (qui remplace celle de 1947) ne laisse aucun doute quant aux objectifs des dirigeants bulgares - la création d'un Etat-nation monoculturel et monolingue. Dès 1970, les expressions "minorités nationales" et "groupes ethniques" ont été purgées du vocabulaire officiel. Après le plénum de février 1974, on leur préférera la notion de "nation bulgare socialiste unifiée" (A. Eminov, p.8). Témoin des préoccupations des dirigeants bulgares, une cellule de réflexion est créée, en 1974, au sein du département "Agitation et propagande" du comité central du PCB. On lui confie la tâche d'élaborer un plan d'action pour les minorités. Pendant ce temps, le durcissement de la politique nationale se fait sentir sur le terrain, lorsque le Parti procède au changement forcé des noms pomaks et tsiganes entre 1971 et 1973. Cette fois-ci, la contestation sera vaine. Les méthodes de 1984-1985 sont d'ores et déjà à l'œuvre : villages encerclés, recours à l'armée, emprisonnement et déportation des récalcitrants.

Au niveau du discours, il peut être intéressant de souligner que l'argumentaire de 1984 (selon lequel les Turcs de Bulgarie seraient en fait les descendants de Bulgares islamisés et turcisés de force) apparaît longtemps avant la mise en œuvre du "processus de renaissance". On le rencontre notamment en 1978, date à laquelle le gouvernement bulgare refuse de reconduire l'accord bilatéral d'émigration signé avec la Turquie en 1968, en arguant du fait que tous les Turcs qui le désiraient ont déjà émigré et qu'il ne reste plus dans le pays que des Bulgares. De fait, la décennie 1970 est marquée par l'instauration d'un climat de plus en plus ouvertement nationaliste sous l'impulsion de Liudmila Jivkova, la fille du dictateur qui, depuis le ministère de la Culture, tente de redonner confiance au régime en flattant la veine nationale des Bulgares. Le livre de V. Stoïanov fournit à cet égard un témoignage précieux sur le contexte intellectuel et le travail de propagande qui ont "psychologiquement" préparé la population au "processus de renaissance"<sup>12</sup> : la diffusion de nouveaux manuels scolaires, l'encouragement à des recherches ethnographiques sélectives, la multiplication d'ouvrages à tonalité nationaliste etc. achèvent de démontrer, si besoin en était encore, que l'opération de 1984/85 ne saurait être imputée à un coup de tête du seul Todor Jivkov vieillissant, mais parachève bien une entreprise commencée plusieurs années plus tôt<sup>13</sup>.

La possibilité de reconstituer, *ex post*, la logique d'ensemble du processus ne retire rien au fait que peu de personnes, y compris au sein de l'appareil du parti, s'attendaient au déclenchement de la campagne de décembre 1984. Six mois plus tôt, Jivkov avait d'ailleurs fait remarquer qu'il serait erroné d'espérer solutionner le problème en procédant à une assimilation forcée (Stoïanov, p.160). Dans ce contexte, où rechercher les causes immédiates de la campagne? Sur ce terrain, Stoïanov et Eminov tendent à s'accorder. Disons qu'ils hiérarchisent différemment des facteurs explicatifs pour l'essentiel identiques. Toute analyse de l'assimilation forcée de 1984-1989 comporte en premier lieu une référence à la variable démographique. Depuis plusieurs années déjà, les démographes bulgares enregistraient une chute du taux de natalité chez les Bulgares "ethniques", qui ne trouvait pas d'équivalent chez les musulmans, souvent ruraux et moins avancés dans leur transition démographique. Le dilemme était alors le suivant : "d'un côté, les citoyens turcs en Bulgarie étaient en position de subvenir aux futurs besoins en main d'œuvre de la Bulgarie (...). De l'autre, on craignait qu'un accroissement substantiel du nombre de Turcs en Bulgarie ne conduise à des demandes d'autonomie de leur part s'ils n'étaient pas rapidement assimilés" (Eminov, p.92; Stoïanov, p.153). La perspective d'un recensement prochain aurait pu inciter les dirigeants bulgares à agir avant la date fatidique (fin 1985) (Eminov, p.95). On insiste ensuite souvent sur la peur suscitée par les velléités agressives imputées à la Turquie. Le poids numérique de la minorité turque de Bulgarie menaçait d'obérer les relations bilatérales bulgares-turques (Eminov, p.95). "Les dangers de la propagande grandissante de la Turquie ont sans aucun doute joué un rôle important", rapporte ainsi V. Stoïanov (Stoïanov, p.152-153). Il n'est pas non plus à exclure que le Parti communiste bulgare ait craint la diffusion, par médias turcs interposés, des foyers fondamentalistes dont on suivait le développement avec terreur depuis Sofia. "La bulgarisation des Turcs, rappelle Ali Eminov, était supposée court-circuiter l'influence de l'islam dans le pays" (Eminov, p.96)<sup>14</sup>.

Là s'arrêtent les points de convergence entre les deux auteurs. Pour ce qui est du sens historique que revêt l'opération, les positions se figent. D'après Ali Eminov, le principe explicatif doit en être recherché dans la nature du nationalisme bulgare, tel qu'il s'est construit au XIX<sup>ème</sup> siècle par adhésion à un idéal d'Etat-nation dans une société originellement multiconfessionnelle et multiethnique<sup>15</sup>. La défense, non démentie depuis



l'indépendance, d'une définition "ethnique" de la nation signifiait l'élimination, plus ou moins brutale selon les régimes ou les époques, des différences culturelles. Le communisme ne représente dès lors qu'un nouvel avatar de cette logique nationaliste, dissimulée sous un discours faussement internationaliste. "Après l'établissement de la dictature communiste, une brève période d'expérience non-nationale (1944-1956) a rapidement cédé la place au nationalisme communiste", écrit à ce sujet A. Eminov (p.5). Le principe vaut également pour les changements démocratiques observés depuis 1989. "Les développements en Bulgarie après 1989, où les partis politiques et autres groupes d'intérêts font ouvertement appel au nationalisme pour avancer leurs intérêts politiques et personnels, ne sont rien de neuf, poursuit-il, mais seulement la continuation de l'idée nationale depuis 1878. Le "nationalisme communiste travesti" s'est dépouillé de ses vêtements et apparaît dans sa pleine nudité" (p.18).

Par contraste, l'interprétation défendue par Stoïanov met l'accent sur les spécificités du régime communiste et du modèle soviétique de traitement de la question nationale, ainsi que sur le contexte international. Pour l'auteur, "le processus de renaissance" n'a pas été un quelconque caprice du Politburo, mais une étape ordinaire de la déviation dans la politique nationale bulgare qui, après la deuxième guerre mondiale, était déterminée par le diktat idéologique de plus en plus pesant de l'URSS" (p.8). Et de souligner les affinités existant entre modes de pensée soviétique et bulgare : "il convient de ne pas oublier qu'"à la fin de la période brejnevienne", des tendances similaires ont existé dans la pensée sociale soviétique. Lors de la discussion du projet de nouvelle constitution de l'URSS en 1977 par exemple, il y a eu des propositions en vue d'introduire le concept de "nation unie" à la place de celui de "peuple soviétique uni" et de dissoudre les républiques alliées et autonomes" (p.158). Citant l'argument de Kemal Karpat selon lequel l'assimilation forcée aurait visé à mettre en garde les Républiques d'Asie centrale contre d'éventuelles dérives fondamentalistes, V. Stoïanov considère "qu'en dépit de l'absence de preuve d'une quelconque participation russe dans la conduite du "processus de renaissance", le diktat idéologique de Moscou et le cours visant à "un plein rapprochement avec l'URSS" sont au fondement de ses préalables essentiels" (p.159).

De façon plus générale, les Turcs de Bulgarie apparaissent sous sa plume comme les otages de dynamiques géopolitiques qui les dépassent. Pendant l'entre-deux-guerres, "l'attitude envers eux est déterminée par le développement social-politique du pays, son orientation extérieure, les changements dans la Turquie voisine et la situation internationale" (p.92). Le respect des minorités dans les années 1920 s'explique alors notamment par les conditions inscrites dans le Traité de Neuilly (1919) imposé à Sofia suite à la défaite du camp allemand dont elle faisait partie. "Après la deuxième Guerre mondiale l'attitude envers les minorités continue à être subordonnée aux caprices de la "grande" politique, alors que prend une importance de plus en plus grande notre engagement envers l'Union soviétique et la confrontation des blocs dans le cadre de la Guerre froide" (p.20). A en croire le médiéviste bulgare, la chute de Jivkov n'aurait d'ailleurs pas fondamentalement altéré un schéma centenaire. Le regard extérieur continue à exercer une influence première sur la politique nationale bulgare, l'intérêt démontré par les observateurs étrangers pour les questions ethniques imposant aux nouveaux dirigeants démocratiques de veiller au respect de leurs droits fondamentaux. Le problème ne résiderait-il pas, au fond, dans le fait que la Bulgarie n'est jamais parvenue à élaborer une politique des nationalités autonome, soumise à ses seuls objectifs nationaux? V. Stoïanov ne pousse pas son raisonnement aussi loin, mais considère néanmoins que "seule l'interaction et l'unité des Bulgares et des Turcs dans le cadre d'un

"Etat" commun, et pas seulement d'une nation ethniquement déterminée, peuvent parer aux influences étrangères négatives et contribuer à faire sortir le pays de la situation de crise actuelle" (p.11).

Nul ne songerait en effet à contester que la politique d'assimilation forcée, qui visait à précipiter l'intégration des musulmans de Bulgarie, a eu l'effet inverse de celui recherché. "L'interdiction [de parler la langue maternelle], écrit ainsi A. Eminov, a agi comme une force de consolidation ethnique puissante, renforçant les liens culturels, religieux et familiaux. L'interdiction a également tourné la communauté turque vers l'intérieur. Les contacts entre Bulgares et turcs se sont effondrés". (Eminov, p.137). La réhabilitation des minorités au cours des premières années de la transition aurait également eu pour effet d'entraîner un renouveau religieux chez les musulmans, dont A. Eminov reconnaît cependant à regret qu'il n'a pas eu l'ampleur espérée. "Après 1989, les mosquées étaient pleines d'enthousiastes croyants semaine après semaine. Les musulmans ont commencé à reconstruire les vieilles mosquées et à en construire de nouvelles. Il semblait qu'une véritable renaissance de la religion était en cours. Malheureusement le boom religieux apparent n'a pas duré longtemps. En 1995, le nombre de musulmans assistant au prières du vendredi avait dramatiquement décliné. (...) La vie religieuse demande une discipline pour laquelle la plupart des musulmans en Bulgarie, en particulier les jeunes, sont mal préparés. Une raison plus importante réside dans le factionalisme interne à la communauté musulmane, exacerbé par le soutien du gouvernement à une faction contre l'autre" (p.69-70).

Néanmoins, peut-être parce que ce n'était pas là leur propos, ni Stoïanov, ni Eminov ne nous donnent les outils nécessaires à une étude plus approfondie de l'impact de la campagne de changement des noms et de l'exode de juin-août 1989 (organisé en réponse aux protestations du printemps 1989) sur les évolutions identitaires des musulmans de Bulgarie ou encore sur les relations entre majorité orthodoxe et minorité musulmane en Bulgarie post-communiste. Certes, A. Eminov esquisse une réponse à la première question lorsqu'il parle des Pomaks, ces musulmans parlant un dialecte bulgare vieilli, considérés comme Turcs par les autorités bulgares à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle avant d'être revendiqués comme Bulgares dans les années 1930 (p.99-111). On ne peut que saluer la finesse avec laquelle il décrit les tensions identitaires vécues par une population tiraillée entre appartenances bulgare (par la langue et certains aspects de son système coutumier) et turque (à cause de la religion commune). Erigés depuis 1989 en terre de mission par des prosélytes d'obédiences variées, les Pomaks semblent chercher refuge dans un ralliement à l'un des groupes en concurrence (bulgare ou turc) ou dans un repli communautaire autour d'une identité "pomaque" distinctive, (re)construite par la redécouverte d'une mémoire collective et de mythes des origines propres. La question de l'identité des Turcs (du rôle qu'y joue l'islam par exemple), des effets de l'ouverture des frontières avec une Turquie où la plupart des familles turques bulgares comptent au moins un membre, des nouveaux contacts avec l'islam arabe, du passage à l'économie de marché ou encore de l'émergence d'une force politique, le Mouvement des droits et libertés (MDL) d'A. Dogan, visant à la représentation des musulmans de Bulgarie, restent cependant non étudiés. De la même façon, si les deux auteurs décrivent minutieusement la réhabilitation des minorités après 1989, ils ne nous permettent pas de mettre en perspective la montée aux enchères nationaliste de début 1990. Suite à l'annonce de l'abrogation des décrets d'assimilation le 29 décembre 1989, des manifestations avaient en effet éclaté dans les régions mixtes tandis que la formation à travers le pays d'organisations de défenses des "intérêts nationaux" faisait craindre des dérives violentes. V. Stoïanov y voit, à juste titre,

la main de nomenklaturas communistes locales qui craignaient d'être poursuivies pour leur participation à la campagne d'assimilation et les biens acquis de façon plus ou moins licite au moment de l'émigration de 1989. Une telle lecture des événements ne suffit toutefois pas à expliquer pourquoi une large frange de la population s'était alors ralliée aux protestations, quelle était la nature des ressentiments envers les musulmans de Bulgarie, ni d'ailleurs comment la confiance entre communautés a été partiellement reconstruite depuis lors. Si l'on se rallie à la thèse d'A. Eminov relative à la persistance d'un nationalisme bulgare anti-turc, on comprend mal l'absence dans la vie politique bulgare de parti populiste extrémiste ou la progressive atténuation du recours à l'argument national dans les campagnes électorales au fur et à mesure de la transition, et ce, alors même que s'approfondit régulièrement jusqu'en 1997 la crise économique et sociale dans laquelle la Bulgarie est plongée. Si on stigmatise avec V. Stoïanov le rôle joué par les communistes dans l'exacerbation des tensions nationales, on s'interdit de cerner les raisons pour lesquelles l'argumentaire anti-turc reste néanmoins un vivier dans lequel les hommes politiques bulgares peuvent puiser à l'occasion, ni pourquoi les stéréotypes anti-turcs restent aussi fortement ancrés dans la société bulgare. Toute l'énigme du cas bulgare réside précisément dans ce décalage entre la pérennité d'une lecture du Turc qui, puisant dans le souvenir très vivace des "cinq cents ans de joug turc", en fait une menace potentielle et la qualité de la coexistence observée dans les régions à population mixte en dépit de la défiance provoquée par l'histoire des années 1980.

En dépit de ces réserves, les deux ouvrages doivent retenir l'attention, non seulement parce qu'ils viennent combler un vide sur un thème essentiel de l'histoire de la Bulgarie, mais également parce qu'ils cherchent à penser avec honnêteté intellectuelle des événements encore trop récents pour prêter à une analyse impartiale. Le moindre des mérites de l'ouvrage de V. Stoïanov n'est sans doute pas de mettre en évidence les hésitations, doutes et contradictions inhérents à une pensée formée à l'époque communiste dans l'adhésion à de pesants credo nationalistes. Un travail académique qui multiplie notes de bas de page et références, son ouvrage n'évite pas toujours les jugements polémiques et les professions de foi patriotiques. Si l'auteur reconnaît, par exemple, l'enrichissement qui naît du frottement entre cultures différentes, il persiste à penser le passage sous le joug ottoman comme un arrachement de la Bulgarie au cours européen de son histoire "normale". Implicitement, l'Europe reste synonyme de civilisation et de modernité par contraste avec un monde islamique voué à une arriération structurelle (Stoïanov, p.53-54). Même hésitation au sujet de l'identité nationale. V. Stoïanov oscille entre une survalorisation d'une composante "ethnique" objective qu'il va rechercher jusque dans les profondeurs du Moyen-Age bulgare et des réflexions au relativisme inattendu : "en dernier ressort, écrit-il ainsi après avoir passé quarante pages à traquer l'origine des Bulgares et des Turcs de Bulgarie, quelle importance a l'origine ethnique d'un homme qui, aujourd'hui, professe l'islam et se définit traditionnellement comme turc?" (p.56) A mi-chemin entre le stéréotype et la distance critique, l'œuvre de V. Stoïanov semble archétypale d'une recherche historique bulgare en pleine transition, qui tente de porter un regard plus sobre sur son passé. On ne peut que s'en féliciter et espérer qu'elle parviendra, à terme, à imprégner des manuels scolaires au contenu pour le moins conservateur.

---

## NOTES

1. Voir Antonina Jeliazskova, Bojidar Alexiev et Jorteva Nazârska (éds.), *Mûsûlmanite obsnosti na Balkanite i v"v B"lgariâ*, IMIR, Sofia, 1997.
2. Voir Rossitsa Gradeva et Svetlana Ivanova (éds.), *Mûsûlmanskata kultura po B"lgarskite zemi*, IMIR, Sofia, 1998.
3. Voir Antonina Jeliazskova (éd.), *Mezdu adaptaciâta i nostalgiâta. B"lgarskite turci v Turciâ*, IMIR, Sofia, 1998.
4. Voir Valéri Stoïanov, *Turskoto nacelenie v"v B"lgariâ mezdu polûcite na etniceskata politika*, Sofia, Lik, p.10.
5. Cette position contraste avec celle défendue par Valéry Stoïanov pour qui les pertes enregistrées au niveau de l'impôt étaient plus que compensées, notamment en période de guerre, par la possibilité de lever des soldats parmi les nouveaux convertis. "Il est vrai que l'Etat perdait quelques ressources (...), mais il renforçait ses positions dans les provinces chrétiennes et augmentait son potentiel militaire, restaurant les pertes humaines occasionnées par les guerres. Dans ce sens, ces forces vives, régulièrement extraites des peuples balkaniques subjugués, ne sont pas la moindre cause des succès de la pénétration ottomane en Europe centrale". (p.55)
6. Sur cette question, les recherches menées par V. Stoïanov à partir de documents d'archives sont particulièrement éclairantes. L'auteur est en effet parvenu à retrouver des textes où cette motivation est énoncée de façon explicite. Ainsi, un rapport rédigé par l'inspecteur général près le Ministère de l'éducation (la date exacte n'en est hélas pas fournie) pose-t-il que "la population turque ne doit pas être éduquée, parce que plus elle sera cultivée, plus elle sera dangereuse et plus elle comprendra les tendances du pouvoir" (p.90).
7. Contrairement à ce que tendrait à suggérer A. Eminov, l'offensive n'est pas tournée contre les musulmans en tant que tels, mais contre une foi vue comme anti-moderne. Au chapitre 2, Ali Eminov décrit une politique communiste uniformément aveugle et répressive. Pour lui, "la détérioration de la situation de l'islam et des musulmans pendant les années qui ont précédé la deuxième Guerre mondiale s'est accentuée après la consolidation du pouvoir du Parti communiste en Bulgarie (...). La rhétorique de l'égalité des citoyens indépendamment de leurs croyances et origines nationales masquait les intentions réelles des autorités bulgares" (p.51). Si son analyse du système éducatif est plus nuancée (chapitre 4), l'auteur ne donne au lecteur aucun moyen pour concilier l'"hystérie" anti-islamique décrite et la politique en matière d'enseignement. On pourrait, pourtant, émettre l'hypothèse que la répression de l'islam participe d'une tentative (qui n'est d'ailleurs pas sans affinité avec le kémalisme) pour substituer une composante "nationale-ethnique" à la religion comme pilier de la construction identitaire des Turcs bulgares. Jusqu'au début des années 1950 à tout le moins, la situation est plus complexe qu'A. Eminov ne veut bien le suggérer.
8. Si l'on en croît Valéri Stoïanov, en 1956, la collectivisation des régions semi-montagneuses ou montagneuses, majoritairement habitées par des musulmans, restait encore à accomplir. A cette époque, en effet, 42,4% des Turcs bulgares (56,9% des Pomaks) continuaient à exercer une activité agricole privée, et 30,0% seulement (3,44% des

Pomaks) avaient rejoint les coopératives agricoles. Au niveau national, 62,5% des terres cultivées étaient alors sous la juridiction des coopératives (p.129).

9. L'ouvrage de V. Stoïanov met particulièrement l'accent sur le rôle joué dans cette décision par la détérioration des relations avec Istanbul et la peur de voir les Turcs servir de cheval de Troie à l'ennemi capitaliste (p.105-118).

10. On remarquera que 1956 est également le moment où le Parti communiste bulgare (PCB) cesse de reconnaître l'existence d'une nation macédonienne séparée, thèse défendue par Georgi Dimitrov, le leader du PCB, pendant les années 1940.

11. V. Stoïanov fait débiter le changement des noms en mars 1964 (p.136). Pour A. Eminov, l'opération semblerait plutôt avoir suivi l'adoption, en 1962, d'un document intitulé "Approbation des mesures contre l'auto-identification turque des Tsiganes, Tatars et Bulgares professant la foi musulmane", où était recommandé le lancement d'une "campagne de persuasion" publique sans recours à la violence (Eminov, p.7). Stoïanov et Eminov se rejoignent, en revanche, pour considérer que l'emploi de la méthode forte a été, à l'époque, plus le fait des autorités locales que d'une décision du pouvoir central (Stoïanov, p.137; Eminov, p.7).

12. On trouve par ailleurs chez Eminov de larges extraits des discours où se voient légitimée la nouvelle interprétation du passé bulgare. Voir A. Eminov, *op.cit.*, p.11-17.

13. Les commentaires des deux auteurs sur ce point sont sans équivoque. Pour A. Eminov, "la campagne couronne un effort gouvernemental vieux de vingt-cinq ans visant à assimiler les minorités les plus larges du pays, les Macédoniens, les Pomaks, les Tsiganes et les Turcs" (p.8). Stoïanov, de son côté, considère que "la vérité est que, dans le contexte de la construction d'une "nation socialiste unie", tôt ou tard on en serait arrivé à la "bulgarisation" de la population turque également. D'autant plus que le changement de noms des Tsiganes et des Pomaks s'était déroulé sans secousse sérieuse, et cela faisait espérer au pouvoir qu'il n'y aurait pas de problème avec les Turcs non plus" (p.156).

14. A ces paramètres, V. Stoïanov en ajoute deux autres, dont l'un, contestable, tient plus du discours de légitimation que de la motivation. Selon l'auteur, l'emploi de la méthode forte pour assimiler les communautés musulmanes pourrait s'expliquer par le fait que, "presque partout dans les Balkans, la question des minorités a été résolue par des moyens similaires. Les Bulgares de Yougoslavie ont par exemple reçu des noms de famille serbes et ont été officiellement tenus pour serbes, macédoniens, ou même chopos. (...) C'est pourquoi les autorités bulgares ont procédé de façon analogique lors de la résolution du problème turc, et en réponse aux protestations qui s'en sont suivies ont rappelé à Ankara le génocide arménien, et la pression brutale sur la minorité ethnique kurde". (p.156-158). Il s'interroge, par ailleurs, sur le rôle qu'aurait joué l'Union soviétique dans la prise de décision bulgare. Voir ci-après.

15. S'il reconnaît l'existence d'affinités entre gestions bourgeoise et communiste des musulmans de Bulgarie, Stoïanov n'interroge pas la nature du nationalisme bulgare, pas plus que les modalités de la construction nationale bulgare depuis le XIX<sup>ème</sup> siècle. L'historien bulgare voit ainsi dans les efforts de rechristianisation plus ou moins forcée des musulmans des Rhodopes par l'organisation *Druzba*, dans la deuxième moitié des années 30 et pendant la guerre, le précurseur des campagnes de changement des noms des années 1970 et 1980. Voir V. Stoïanov, *op.cit.*, p.86.